



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

**ATELIER
SUR L'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX NON DEFINITIFS ET
PROVISOIRES**

Bamako : 18 au 22 septembre 2006

POINTS SAILLANTS DES DISCUSSIONS

Point n°1 : Introduction

Du 18 au 22 septembre 2006, s'est tenu à Bamako, dans la salle de conférences d'AFRISTAT, un atelier sur le thème : «Elaboration des comptes non définitifs et provisoires».

Etaient présents à cet atelier des comptables nationaux des cinq pays pilotes (Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Mali et Mauritanie), des représentants des institutions à savoir l'INSEE, DIAL, la BEAC, la Banque Centrale de la République de Guinée, AFRITAC-Ouest et AFRISTAT. La liste des participants figure en annexe 1.

Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par M. Martin BALEPA, Directeur Général d'AFRISTAT. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants et remercié particulièrement MM. Alain TRANAP et Blaise LEENHARDT pour leur disponibilité, il a rappelé la genèse du projet des comptes provisoires : l'objectif fondamental est de poursuivre les travaux de rénovation des comptes nationaux tout en visant à produire leur estimation dans des délais rapprochés et à des intervalles réguliers. Il a ensuite situé le contexte et le contenu de l'atelier : son objectif majeur réside, à partir de l'établissement de la situation d'élaboration des comptes au sein des pays pilotes du projet, dans la définition de stratégies et de méthodes d'élaboration des comptes non définitifs et provisoires adaptées aux pays.

Il a par ailleurs remercié la Coopération française pour ses concours multiformes qui ont permis à ce projet de prendre forme avant d'exhorter les comptables nationaux à endosser la responsabilité qui est la leur, soit de fournir aux Etats et aux partenaires techniques et financiers des bases de données macro-économiques saines convenant à l'analyse et à l'évaluation des performances de leurs économies.

Il a assuré qu'AFRISTAT s'investira au cours des prochaines années à intensifier ses interventions et initiatives pour aider les Etats membres à améliorer leurs travaux de comptabilité nationale. Il a notamment avancé l'idée de créer un forum d'échange d'expériences et de débats et de programmer une rencontre annuelle d'évaluation des progrès accomplis.

Il a invité les participants à approfondir ces propositions en définissant les conditions d'organisation et les thèmes de discussions possibles. Il a terminé son propos sur un sentiment d'espérances et de promesses face à ce nouveau défi avant de souhaiter bonne chance au nouveau chantier et plein succès aux travaux.

M. TRANAP, Chef de l'Unité de la Coopération Technique Internationale de l'INSEE est ensuite intervenu pour présenter l'expérience en matière de comptes provisoires, les exigences internationales liées au respect du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 1993 (SCN93). A cet effet, il a fait l'historique du SCN, rappelé les priorités dans sa mise en œuvre, ses exigences de cohérence et de qualité. Il a aussi insisté sur la nécessité de renforcer les capacités de lecture et d'analyse des résultats de la comptabilité nationale.

Les débats étaient animés par les experts d'AFRISTAT, de l'INSEE et M. Joseph SHE ETOUNDI, Directeur Général Adjoint de l'Institut national de la statistique du Cameroun.. Le programme de travail a été discuté et adopté (cf. annexe 2).

Point n°2 : Synthèse des différentes missions dans les pays pilotes

La présentation a retracé la genèse de la réflexion sur les comptes provisoires, la situation spécifique de chaque pays pilote (Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Mali et Mauritanie), les écueils rencontrés tant d'ordre institutionnel que statistique, les stratégies proposées qui reposent sur quatre grands thèmes à savoir la géométrie des comptes à élaborer, le traitement des sources, les nomenclatures à mettre en place et les indicateurs à choisir. La situation par pays pilote est la suivante :

1) Cameroun :

Parmi les pays pilotes, le Cameroun est le seul qui produise des comptes nationaux définitifs à jour selon le SCN93 et peut donc expérimenter la mise en œuvre d'une méthodologie de comptes provisoires telle qu'elle sera définie au cours de cet atelier. Un calendrier de travail est établi de façon à produire des résultats des comptes provisoires 2006 avant septembre 2007. Un document méthodologique détaillé sur l'élaboration des comptes provisoires 2004-2005 est disponible.

2) Burkina Faso :

En retard dans la sortie de ses comptes nationaux définitifs selon le SCN93, le Burkina Faso a pris l'option de rattraper ce retard en adoptant une stratégie qui devrait lui permettre de réaliser chacune des années de comptes avec une durée moyenne de quatre mois.

3) Mali :

Le Mali envisage de combler le retard dans la production des comptes nationaux définitifs selon le SCN93 par un saut d'années et ainsi d'élaborer les comptes de l'année 2004 avec des nomenclatures allégées et de procéder par la suite à la réropolation des années sautées.

4) Mauritanie :

L'option prise est de procéder à un saut d'années. Il se fait dans des conditions particulières, compte tenu des révisions apportées à certaines sources de données (finances publiques, commerce extérieur, prix, etc.) et des engagements pris vis-à-vis des institutions internationales. L'année 2005 a été retenue pour le redémarrage des travaux avec le système ERETES.

5) Guinée :

La Guinée élabore ses comptes nationaux définitifs selon le SCN68, et projette l'adoption du SCN93 en utilisant l'outil ERETES, avec 2003 pour année de base.

Point n°3 : **Elaboration d'un compte provisoire : cas du Cameroun**

Après une brève présentation de la structure de son économie et de son évolution récente, le représentant du Cameroun a rappelé l'historique de la rénovation et la situation des comptes nationaux. Il a présenté par la suite la méthodologie d'élaboration des comptes provisoires, les difficultés rencontrées et les perspectives. Il a articulé sa présentation sur :

- les sources de données disponibles, leurs format et contenu, ainsi que les dates butoir de leur disponibilité ;
- les différentes étapes conduisant à la production des résultats.

A la suite de cette présentation, il ressort que le Cameroun dispose d'une première série de comptes nationaux en année budgétaire (Juillet N-1/Juin N) de 1989/90 à 2001/02, et une série en année civile de 1993 à 2003 et des comptes provisoires 2004 et 2005. La deuxième série a été élaborée hors module ERETES. Le Cameroun souhaite reprendre les travaux avec le système ERETES pour les années 2003 et suivantes avec des nomenclatures plus agrégées.

Point n°4 : **Présentation de l'opération « Comptes Economiques Rapides pour l'Outre Mer (CEROM) »**

La présentation a porté sur l'outil, son origine, les principes, le schéma de son fonctionnement et les enseignements tirés de son application dans les départements français d'Outre mer.

Il ressort de l'exposé que CEROM, d'origine africaine, repose sur l'outil quasi comptable TABLO. Ses principaux objectifs sont :

- d'élaborer les comptes économiques rapides,
- de décrire l'évolution récente de l'économie par la production d'indicateurs synthétiques de conjoncture,
- et d'aider à la production régulière de publications d'ordre macroéconomiques.

Point n°5 : **Situation des comptes nationaux dans les autres pays pilotes**

1. Burkina Faso

La situation des comptes nationaux est la suivante :

- Une série de trois années de comptes nationaux selon le SCN93, en utilisant ERETES avec 1999 pour année de base ;
- Une série publiée de 1985 à 1998 selon le SCN68 ;

- Des travaux de réropolation des comptes nationaux suivant le SCN93 pour constituer la série de 1985 à 2001 ;
- Le personnel est composé de quatre cadres supérieurs et quatre cadres moyens.

Les années de retard s'expliquent par :

- l'utilisation des nomenclatures très détaillées,
- les sollicitations internes et externes,
- l'insuffisance des moyens matériels.

Le Burkina Faso, dans le cadre du projet, envisage le rattrapage des années 2002 à 2004.

2. Mali

La situation des comptes nationaux est la suivante :

- Une série de PIB plus comparables basée sur le SCN68 ;
- Une série de comptes SCN93 élaborés sous le système ERETES : 1997, 1998 achevés et 1999 non achevés avec comme année de base 1997 ;
- 5 cadres dont 2 maîtrisant l'outil ERETES ;
- Une forte mobilité du personnel.

Le Mali, dans le cadre du projet, envisage le rattrapage du retard par le saut des années 2000 à 2003. Les années sautées seront réropolées ultérieurement.

3. Mauritanie

La situation des comptes nationaux est la suivante:

- Une série de comptes 1992 à 2005 selon la méthodologie des PIB plus comparables ;
- Quatre années de comptes 1998, 1999, 2000 et 2001 (année de base 1998) réalisées avec le module ERETES ;
- Deux cadres expérimentés sur ERETES et cinq nouvellement recrutés et initiés sur ERETES ;
- Des corrections des comptes des années anciennes ont été rendues nécessaires par l'intégration de révisions concernant les sources sur les finances publiques, la balance des paiements, les statistiques de prix ainsi que celles du commerce extérieur. Elles ont été effectuées selon la méthodologie des PIB plus comparables et restent à faire sous ERETES.

La Mauritanie, dans le cadre du projet, envisage le rattrapage du retard par le saut des comptes des années 2002 à 2004 qui seront ultérieurement réropolés sur la base des comptes de l'année 2005.

4. Guinée

- Une série de comptes selon le SCN68 allant de 1986 à 2002 est disponible.
- Une série de comptes selon la méthodologie des PIB plus comparables pour les années 1990 à 2002 ;
- Il s'agit d'adopter le SCN93 en utilisant le système ERETES. L'année de base choisie est 2003.
- L'effectif du personnel est de 12 cadres en 2006.

Point n°6 : **Allègements méthodologiques**

L'exposé a porté sur les possibilités d'allègement des travaux de comptabilité nationale en vue de rattraper le retard dans la production des comptes et de répondre aux préoccupations des utilisateurs. Le retard constaté dans la production des comptes nationaux dans les Etats membres est à la base de ce projet. Cette situation conduit à la recherche de méthodes plus rapides d'élaboration des comptes suivant le SCN93. Ces propositions portent essentiellement sur les sources de données et sur les résultats prévus.

La démarche d'élaboration des comptes non définitifs et provisoires comprend : la définition des nomenclatures en veillant à leur harmonisation, la collecte des données, l'estimation des indicateurs d'évolution des différentes opérations et la synthèse.

Point n°7 : **Choix des nomenclatures**

Les nomenclatures sont définies de manière à assurer le contenu, la cohérence et la comparaison des statistiques.

On distingue deux types de nomenclatures : les nomenclatures centrales (CITI, CPC, etc.) et les nomenclatures dédiées (SH, COICOP, etc.). Il est à noter que les nomenclatures dédiées convergent vers les nomenclatures centrales. Les nomenclatures des comptes nationaux se trouvent au carrefour de ces deux types de nomenclatures.

De manière générale, trois critères doivent permettre de déterminer les nomenclatures :

- le poids dans l'économie (y compris le suivi du produit par les utilisateurs, la filière, les emplois spécifiques, etc.) ;
- la disponibilité des sources (distinguer l'année de base et les années courantes) ;
- le temps et la charge de travail.

Point n°8 : **Choix des indicateurs à retenir**

La présentation a permis de définir les éléments essentiels à prendre en considération dans le choix des indicateurs à utiliser dans le cadre de l'élaboration des comptes provisoires. L'articulation entre comptes estimés, comptes prévisionnels, comptes provisoires et comptes définitifs a notamment été présentée.

Le renforcement des liens de travail entre conjoncturistes, prévisionnistes et comptables nationaux a été mis en exergue.

Point n°9 : **Gestion optimale des déclarations statistiques et fiscales des entreprises (DSF)**

La présentation a rappelé que le travail de collecte et de traitement des données comptables des DSF ne devrait pas être effectué par les comptables nationaux mais par un service spécifique chargé de statistiques d'entreprises.

Néanmoins, pour permettre aux équipes de comptables nationaux d'accélérer le traitement, des propositions ont été faites :

- la mise en place d'un répertoire d'entreprises ;
- la gestion de la démographie d'entreprises et la partition de la population entre grandes et petites unités ;
- l'amélioration des techniques de redressement des données incohérentes et des unités absentes.

Point n°10 : **Travaux en groupe**

Cinq groupes de travail ont été constitués. Les travaux en atelier ont porté sur :

- la définition des étapes à suivre dans le travail par pays pilote ;
- les sources et indicateurs retenus pour les travaux sur les comptes provisoires
- les méthodes de traitement des différentes sources de données adoptées.
- le calendrier de travail.

Les résultats des travaux sont présentés en annexe 3.

Point 11 : **Questions diverses**

AFRISTAT a présenté le calendrier de suivi des travaux :

Pour le suivi des travaux, Il est demandé aux Pays pilotes de faire un rapport d'exécution détaillé et à faire parvenir à AFRISTAT au plus tard 7 jours après la fin du mois. Le rapport comprendra les actions menées durant le mois, les problèmes rencontrés, solutions apportées et les prochaines étapes. Les pays doivent aussi rédiger au fur et à mesure de l'exécution des travaux, la méthodologie de traitement des données et d'élaboration des agrégats.

- Début des travaux dans les pays pilotes : septembre 2006 ;
- Evaluation des travaux durant les trois premiers : fin décembre 2006 ;
- Evaluation des travaux durant les six premiers mois : avril 2007 ;
- Evaluation des travaux durant les neuf mois : juillet 2007 ;
- Séminaire de présentation des résultats obtenus dans les pays pilotes : septembre 2007.

Point n°12 : **Recommandations**

Au vu de l'urgence des exigences internationales en matière de comptes économiques (Système Général de Diffusion des Données, surveillance multilatérale au sein des unions économiques et monétaires existantes ou en voie de création, programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010.),

Conscients de l'importance de ces travaux pour une meilleure appropriation nationale des méthodes d'élaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires en vue de la production dans les délais de comptes nationaux pour la formulation des politiques économiques, le suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté et les négociations avec les partenaires techniques et financiers internationaux,

Considérant la nécessité d'apporter une attention particulière au respect des engagements internationaux pris par les Etats, notamment dans le cadre du renforcement de la surveillance multilatérale,

Considérant les retards accumulés par plusieurs pays dans l'élaboration des comptes nationaux,

Les participants recommandent :

1. aux Etats membres :

- l'adoption, sous réserve des observations faites, des propositions d'allègement méthodologique élaborées au cours de l'atelier ;
- le renforcement des capacités des INS dans la production des statistiques d'entreprises, en particulier par la création de services chargés des statistiques d'entreprises et la mise en place d'un répertoire d'entreprises ;
- la mobilisation des moyens identifiés lors de cet atelier pour la réussite du projet d'élaboration des comptes non définitifs et provisoires, impérativement par la mise en place d'équipes suffisamment étoffées et stables ainsi que de moyens matériels et financiers adéquats ;
- l'amélioration de la coordination des actions menées par les différentes organisations internationales en matière de comptabilité nationale et de veiller à ce que ces interventions ne soient pas concurrentes mais complémentaires.

2. à AFRISTAT :

- l'organisation chaque année de séminaires centrés sur les méthodes d'élaboration des comptes nationaux et la présentation des résultats ainsi que la création d'un FORUM de débats et d'échanges d'expériences ;
- la mise sur pied d'un groupe de travail sur l'élaboration des comptes du secteur pétrolier qui travaillerait sur le Forum ;
- la poursuite de ses efforts en vue du renforcement des capacités techniques des équipes de comptables nationaux des Etats membres ;
- l'harmonisation des outils et méthodes, en particulier par la définition d'un niveau minimum commun de nomenclatures de branches et de produits permettant la comparabilité des résultats ;

- la rédaction d'un plaidoyer auprès des institutions nationales et régionales sur l'utilisation des comptes nationaux élaborés par les INS dans leur cadrage macro-économique.

Point 13 : Remerciements

Les participants remercient tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire, notamment le Ministère français des Affaires Etrangères, l'INSEE, DIAL, AFRITAC-Ouest et AFRISTAT.

Point 14 : Clôture

Le Directeur Général Adjoint a adressé ses félicitations aux participants pour la qualité des travaux et rappelé que les recommandations étaient inscrites dans le programme de travail d'AFRISTAT. IL a exhorté les comptables nationaux à s'impliquer dans les travaux à venir.

Constatant que les objectifs de l'atelier avaient été atteints, il a déclaré les travaux clos.

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

N°	PAYS / Institution	NOM ET PRENOM	ADRESSES	Téléphone/Fax/ E-mail
1	INSD - BURKINA FASO	RAMDE B. François	01 B.P 374 Ouaga 01	(226) 50 32 43 98 Fax: (226) 50 32 61 59 ramdebfr@yahoo.fr
2	INSD - BURKINA FASO	SORY Ibrahima	01 B.P 374 Ouaga 01	(226) 50 32 48 05 Fax: (226) 50 32 61 59 ibsory@yahoo.fr
3	INS - CAMEROUN	SHE ETOUNDI Joseph G. B.	INS B.P 134 Yaoundé - Cameroun	(237) 736 68 16 / (237) 201 10 15 Fax: (237) 223 24 37 sejgb@yahoo.fr
4	INS - CAMEROUN	DOGMO JIONGO Valéry	INS B.P 134 Yaoundé - Cameroun	djiongo@yahoo.fr
5	INS - CAMEROUN	PEGOUE Achille	INS B.P 134 Yaoundé - Cameroun	(237) 763 13 50 apegoue@yahoo.com
6	BEAC - CAMEROUN	MOUNKALA Evrard Ulrich Herménégilde	BEAC SCX B.P. 1917 Yaoundé- Cameroun	(237) 223 40 30/60 moukala@beac.int
7	DNS - GUINEE	DIOUBATE Sekou	DNS B.P 221 Conakry-Guinée	(00 224) 60 54 66 51 dioubates@yahoo.fr
8	DNS - GUINEE	Mme Hadja Hamanatou Diallo	DNS B.P 221 Conakry-Guinée	(00 224) 60 34 62 24 /60 26 08 39 hhamanatou@yahoo.fr
9	BCRG- GUINEE	Alhassane DIALLO	B.P 692 Conakry - Guinée	Fax : (224) 30 41 48 98 Tél: (224) 30 45 51 50 alhdiallo@yahoo.fr
10	DNSI - MALI	Mme N'Diaye Fatou Dia	DNSI B.P 12 Bamako-Mali	dia_fatouma@yahoo.fr
11	DNSI - MALI	TRAORE Soumana	DNSI B.P 12 Bamako-Mali	(223) 641 63 90 soumana_traore@caramail.com soumatra56@yahoo.fr

12	DNSI - MALI	Breihima SANOGO	DNSI B.P 12 Bamako-Mali	(223) 222 24 55 brehimas@yahoo.fr
13	DIAL-AFD FRANCE	LEENHARDT Blaise	4 rue d'Enghien 75010 Paris France	leendhardt@dial.prd.fr
14	ONS - MAURITANIE	Bâ Oumar Kalidou	ONS	00 (222) 525 39 26 / (222) 672 66 98 oumarba@ons.mr oumarba70@hotmail.com
15	ONS - MAURITANIE	Mohamed Chouaib Fall	ONS	00 (222) 653 78 28 chouaib_fall@yahoo.fr
16	INSEE-FRANCE	TRANAP Alain	INSEE- Direction Générale Paris France	33 14117 52 92 alain.tranap@insee.fr
17	INSEE-FRANCE	SCHILTZ Charlotte	INSEE - UCTI	(33) 141 17 66 57 Charlotte.Schiltz@Laposte.net Charlotte.Schiltz@insee.fr
18	INSEE-FRANCE	COUAILLAC Pierre	INSEE - UCTI	(33) 141 17 53 15 pierrecouaillac@yahoo.fr pierre.couaillac@insee.fr
19	INSEE-FRANCE	GIRIER Christian	INSEE - UCTI	christian.girier@insee.fr
20	AFRITAC-Ouest MALI	Eric METREAU	AFRITAC-Ouest	ericmetreau@yahoo.fr
20	AFRISTAT - MALI	BALEPA Martin	B.P E 1600 Bamako-Mali	(223) 221 55 00 afristat@afristat.org
21	AFRISTAT - MALI	LOMPO Birimpo	B.P E 1600 Bamako-Mali	(223) 221 55 00 afristat@afristat.org
22	AFRISTAT - MALI	NGOK EMMANUEL	B.P E 1600 Bamako-Mali	(223) 221 55 00 emmanuel.ngok@afristat.org

23	AFRISTAT - MALI	DOFFOU Gabriel Nguessan	B.P E 1600 Bamako-Mali	(223) 221 55 00 nguessan.doffou@afriostat.org
23	AFRISTAT - MALI	DANIEL WOLF	B.P E 1600 Bamako-Mali	(223) 221 55 00 daniel.wolf@afriostat.org
24	AFRISTAT - MALI	HERNANDEZ Patrick	B.P E 1600 Bamako-Mali	(223) 221 55 00 patrick.hernandez@afriostat.org
25	AFRISTAT - MALI	BIAKA TEDANG Djoret	B.P E 1600 Bamako-Mali	(223) 221 55 00 djoret.biaka@afriostat.org
26	AFRISTAT - MALI	GUISSET Dialel	B.P E 1600 Bamako-Mali	d.guisset@caramail.com dialel.guisset@afriostat.org

ANNEXE 2 : CALENDRIER DE TRAVAIL

Lundi 18 septembre 2006

09:00 - 09:30	Enregistrement
09:30 - 09:45	Cérémonie plénière d'ouverture Mot de bienvenue et allocution d'ouverture de Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT
09:45 - 10:15	Adoption de l'ordre du jour et du calendrier de travail
10:15 - 10:30	Pause Café

Session 1: Plénière : Introduction de l'atelier

Président : *Mr. A. TRANAP (INSEE)*

Rapporteur : *Guinée*

10:30 - 11:15	Synthèse des différentes missions dans les pays pilotes <i>Daniel Wolf (AFRISTAT)</i>
11:15 - 12:30	Discussions : <i>les particularités du projet dans chaque pays pilote</i>

Session 2: Plénière: Construction d'un compte provisoire: cas du Cameroun

Les Comptes Economiques Rapides pour l'Outre mer

Président : *Mr. A. TRANAP (INSEE)*

Rapporteur : *Guinée*

15:00 - 16:00	Construction d'un compte provisoire : cas du Cameroun <i>représentants du Cameroun</i>
16:00 - 16:30	Présentation de l'opération « Comptes Economiques Rapides pour l'Outre Mer (CEROM) » <i>Blaise Leenhardt</i>
16:30 - 16:45	Pause café
16:45 - 17:45	Discussions : en particulier, avantages et inconvénients des comptes provisoires par rapport aux comptes élaborés par des modèles <i>atelier</i>
17:45 - 18:30	Résumé des travaux de la journée <i>Rapporteur</i>

Session 3: Plénière : Situation des comptes nationaux dans les pays pilotes

Président: *Mr. A. TRANAP (INSEE)*

Rapporteur : *Cameroun*

- | | |
|---------------|--|
| 09:00 - 09:30 | Présentation pays : Burkina Faso
<i>Représentants du Burkina Faso</i> |
| 09:30 - 10:00 | Présentation pays : Mali
<i>Représentants du Mali</i> |
| 10:00 - 10:30 | Pause Café |
| 10:30 - 11:00 | Présentation pays : Guinée
<i>Représentants de la Guinée</i> |
| 11:00 - 11:30 | Présentation pays : Mauritanie
<i>Représentants de la Mauritanie</i> |
| 11:30- 12:30 | Discussion des présentations pays
<i>Atelier</i> |
-

Session 4: Proposition d'allègements méthodologiques

Président: *Mr. A. TRANAP (INSEE)*

Rapporteur : *Cameroun*

- | | |
|---------------|---|
| 15:00 – 15-30 | Allègements méthodologiques (généralités)
<i>Doffou N'guessan</i> |
| 15:30 - 16:00 | Les questions de nomenclatures, cas particulier d'un compte provisoire
<i>Charlotte Schiltz</i> |
| 16:00- 16:15 | Pause café |
| 16:15- 16:45 | Choix des indicateurs en absence de données : critères de choix et précautions à prendre
<i>Christian et Biaka</i> |
| 16:45- 17:15 | Optimisation de la gestion de la collecte des DSF
<i>Patrick Hernandez</i> |
| 17:15 - 17:45 | Discussions sur les différents exposés
<i>Atelier</i> |
| 17:45 - 18:00 | Résumé des travaux de la journée
<i>Rapporteur</i> |

Mercredi 20 septembre 2006

Session 5: Travaux en groupes

Président : *Cameroun*

Rapporteurs : *pays*

09:00 - 10:00 constitution des groupes et présentation du canevas des travaux

<i>Groupe1</i>	<i>Groupe2</i>	<i>Groupe3</i>	<i>Groupe4</i>	<i>Groupe5</i>
<i>Représentants du Cameroun et Daniel Wolf</i>	<i>Représentants du Mali et Doffo</i>	<i>Représentants du Burkina et Pierre Couaillac, NGOK</i>	<i>Représentants de la Mauritanie et Christian Girier</i>	<i>Représentants de la Guinée et Charlotte, Biaka</i>

10:00 - 10:30 Pause café

10:30 - 12:30 Les travaux en groupe suivant le canevas de chaque pays pilote
Groupes de travail

15:00 - 16:00 Les travaux en groupe suivant le canevas de chaque pays pilote
Groupes de travail

16:00 - 16:30 Pause café

16:30 - 18:00 Les travaux en groupe suivant le canevas de chaque pays pilote
Groupes de travail

Jeudi 21 septembre 2006

Session 6: Travaux en groupe(suite et fin)

Président: *AFRISTAT*

Rapporteur : *pays*

09:00 - 10:00 Les travaux en groupe suivant le canevas de chaque pays pilote
Groupe de travail

10:00 - 10:30 Pause café

10:30 - 12:30 Les travaux en groupe suivant le canevas de chaque pays pilote
Groupe de travail

Session 7: Plénière : Restitution des groupes de travail

Président: *AFRISTAT*

Rapporteur : *AFRISTAT*

15:00 - 16:00 Rapports des groupes sur la méthodologie adoptée
Rapporteurs des groupes

16:00-16:30 Pause-café

16:30 - 17:30 Discussion

17:30 - 18:00 Résumé des travaux de la journée
Rapporteur

Vendredi 22 septembre 2005

Session 8: Plénière : Présentation du rapport final des travaux

Président: *AFRISTAT*

09:00 - 10:00 Questions diverses

Calendrier des interventions (le suivi des travaux, AFRISTAT, INSEE)

10:00 - 10:30 Pause café

10:30 - 12:00 Conclusions et recommandations de l'atelier

AFRISTAT

ANNEXE 3 : Compte rendu des travaux en atelier

A- BURKINA FASO

1. Composition du groupe de travail

Du mercredi 20 au jeudi 21 septembre 2006, se sont réunis en groupe de travail les cadres comptables nationaux du Burkina Faso, les experts d'AFRISTAT et de l'INSEE. La composition du groupe est la suivante :

- Burkina Faso : RAMDE François et SORY Ibrahima ;
- AFRISTAT : Emmanuel NGOK ;
- INSEE : Pierre COUAILLAC.

2. Définition des points de discussion

Le Burkina Faso s'est engagé dans un processus de rattrapage des comptes avec le module ERETES. Cela passe par un certain nombre de points qui ont fait l'objet de discussions au cours des travaux de groupe.

Les points ayant fait l'objet de discussions ont porté essentiellement sur :

- les travaux déjà réalisés sur les trois années de comptes 1999-2001 ;
- la question des nomenclatures à agréger ;
- les sources de données, principalement les DSF ;
- les contraintes de réalisation des travaux de comptes et les solutions à y apporter ;
- le calendrier de travail ;
- les recommandations.

3. Examen des différents points

3.1. Les travaux sur les trois années de comptes 1999-2001

Après examen des différentes bases de comptes des années 1999, 2000 et 2001, il ressort la nécessité de consolider ces bases afin d'entamer les travaux de rattrapage.

3.2. Les nomenclatures

Les travaux d'allègement des nomenclatures entamés avant ont été finalisés. Des corrections de libellés, des suppressions et créations de nouveaux postes de branches et de produits ont été réalisées.

On dispose ainsi de 20 branches de niveau 1, 41 branches de niveau 2; 67 produits niveau 3. Il est prévu de retourner au pays la rédaction d'une note explicative pour préciser le contenu de chaque branche et produit afin de rendre opérationnelles les nouvelles nomenclatures.

Concernant la nomenclature des opérations, les éléments de détail de la fiscalité (0D2), des revenus de la propriété (0D4), des impôts courants sur les revenus et le capital (0D5) ont été supprimés.

Pour l'ensemble des nomenclatures, des travaux d'adaptation des données traitées

3.3. Les DSF

Il ressort des échanges avec l'expert d'AFRISTAT en statistique d'entreprise Patrick HERNANDEZ que la méthode de traitement utilisée jusque là au Burkina Faso pour l'élaboration des comptes a été jugée assez satisfaisante, moyennant quelques aménagements. Il s'agit notamment de joindre à l'échantillon des entreprises un identifiant, une branche d'activité avec le principal produit. Il y a aussi la nécessité de s'assurer du bon classement des unités une bonne fois pour toutes et de stabiliser chaque entreprise dans son activité principale pendant au moins trois ans.

Aussi, pour estimation des données des grandes entreprises qui n'ont pas répondu, il a été préconisé de s'intéresser à l'historique de la TVA de l'entreprise et /ou de sa déclaration au niveau du commerce extérieur.

Un protocole d'accord avec la DGI s'avère indispensable pour mener à bien cet exercice. Des contacts informels seront également mis à contribution en attendant la signature de ce protocole.

3.4. les contraintes de réalisations

- Ressources humaines :

Le service des comptes nationaux du Burkina dispose de 5 cadres et 4 agents d'appui. Et il se pose le problème de leur disponibilité pour les derniers mois de l'année 2006, en raison de leur participation au RGPH.

La solution pour amener ces agents à participer uniquement aux travaux des comptes nationaux pendant cette période serait de leur donner une compensation pour les travaux qu'ils devraient faire dans le cadre du recensement.

- Ressources matérielles :

Le service dispose comme équipements informatiques de 1 ordinateur PIV, 4 ordinateurs PIII (dont 2 sont fonctionnels), ce qui constitue un sérieux handicap pour la réussite du projet.

Le service souhaiterait disposer au minimum des équipements suivants :

- 4 ordinateurs PIV ;
- 2 imprimantes ;
- 2 disques externes pour la sauvegarde des données ;
- 5 clés USB (512 Mo au minimum) ;
- 1 vidéo projecteur ;
- 1 photocopieuse pour la Direction des Etudes Economiques dont dépend le service des comptes nationaux ;
- Du mobilier de bureau (chaises, armoires, tableau, etc.)
- Assurer la disponibilité permanente des consommables.

- Aspects organisationnels :

Les comptables nationaux souhaitent pouvoir se retirer en atelier pour accélérer les travaux des comptes, au moins 2 fois par année de comptes (dont au total 6 pour rattraper les années 2002, 2003 et 2004).

3.5. Le calendrier de travail

Les taches à réaliser pour la 1^{ère} campagne (Octobre 2006 – Février 2007)

1. Travaux de consolidation (PM)
2. Travaux de préparations des sources (1 mois)
3. Chargement et pré arbitrage (Matrice des impôts, FBCF et emploi : 1 semaine)
4. 1^{ère} Décentralisation (ERE, CB 2 semaines)
5. 1^{ère} Centralisation (Projection des CI : 1 semaine en Atelier)
6. 2^{ème} Décentralisation (ERE, CB, Qui-à-Qui : 2 semaines)
7. 3^{ème} Décentralisation et 3^{ème} Centralisation (1 semaine)
8. Synthèse (Atelier 2 semaines)
9. Post synthèse (1 semaine)

Les taches à réaliser pour la 2^{ème} campagne (Mars 2007 – Juin 2007)

Elaboration des comptes 2003
Traitement des sources 2004

Les taches à réaliser pour la 3^{ème} campagne (Juin 2007 – Septembre 2007)

Elaboration des comptes 2004
Traitement des sources 2005

4. Recommandations

Pour arriver à disposer des comptes des années 2002, 2003 et 2004, les conditions suivantes doivent être réunies :

- Au niveau des DSF, mettre en place un protocole d'accord avec la DGI et la BCEAO pour disposer des données des entreprises ;
- Au niveau des ressources humaines, procéder à une compensation des agents qui sont impliqués dans le RGPH afin de leur permettre de se concentrer uniquement sur les comptes ;
- Mettre à la disposition du service des comptes nationaux les équipements qui ont été demandés pour le rattrapage des comptes ;
- Financer les ateliers (6 au minimum) prévus pour accompagner et accélérer l'élaboration des comptes ;

B- CAMEROUN

I. Nomenclatures

Nomenclature des produits et des activités

L'orientation générale est l'allégement des nomenclatures et de produits.

Ainsi pour les comptes définitifs, une nomenclature de 118 produits et 96 branches est proposée. Les critères d'élaboration de cette nomenclature sont le poids des produits et leur rôle stratégique dans l'analyse économique. La liste des produits retenus est disponible en annexe ainsi que le profil de production.

Dans le cadre de son nouvel échéancier après celui-ci qui s'étale jusqu'en 2007, il est envisager d'utiliser la NOEMA et la NOPEMA pour les comptes définitifs et de préparer l'intégration de la révision 4 de la CITI

Nomenclature des modes de production

Code	Mode de production	observation	Nouvelles propositions
1	Normal	Pas utilisé	Grandes entreprises
2	Formel DSF		DSF hors grandes Entreprise
3	Formel hors DSF		Formel non assujéti à la DSF
4	Sous déclaration		Sous déclaration du formel
5	Apu et ISBL		Apu et ISBL
6	Informel		Informel
7	Ménage		Ménage
9	Non ventilé		Non ventilé

Nomenclatures des secteurs institutionnels

Pour les comptes provisoires, le niveau 1 est retenu et les secteurs de traitement sont RDM(0S2), ISBL (0S15), ménage (0S14), les administrations publiques (0S13), Sociétés financières (0S12), Sociétés non financières (0S11).

II. Sources, indicateurs et traitement

Se rapporter au rapport de la mission mixte INSEE/ AFRISTAT

Dans le cadre des comptes provisoires, les sources les plus utilisées sont la DSF, l'enquête de conjoncture dans l'industrie et les services, le budget de l'Etat, l'indice de prix à la consommation finale, le commerce extérieur, les statistiques agricoles.

1) DSF :

Elle fournit des indices pour la production, les salaires, l'emploi, la FBCF. Son intégration dans les comptes rapides doit tenir compte des éléments suivants :

- De la distinction entre les créations économiques (qui correspondent à une unité nouvelle dans l'activité) et les créations juridiques (qui le plus souvent correspondent à des changements de forme) dans la mise à jour fichier
- Dans l'hypothèse d'un traitement grandes entreprises et reste des entreprises de la DSF, il faut compléter le fichier des impôts par une analyse plus fine dans les branche pour extraire d'autres branches importantes non suivies par la Division des grandes entreprises ;
- L'identification ne doit pas comporter une variable qui peut être modifiée dans le temps (branche, localisation, etc.)

- Prise en compte de la matrice emploi issue de l'EESI et stratégie pour faire vivre cette matrice en constituant un panel emploi de façon à suivre l'évolution de l'emploi.
- Les DSF ne couvrent pas l'ensemble du secteur formel
- Correction du formel à partir de l'emploi issu de sources alternatives
- Prise en compte d'une information nouvelle sachant que le redressement est déjà effectué est possible si l'information nouvelle est suffisamment riche pour perturber le profil ou si la branche est monopolistique.
- Eclatement des entreprises en établissements : problème d'éclatement des autres éléments (CI, emploi, salaire, etc.) ; faire une enquête de structure et supposer une constance des structures sauf information sur licenciement/restructuration.
- Population d'entreprise : identification des grandes entreprises et du reste
- Raccordement définitif-provisoire : pool unique de saisie pour éviter de ressaisir les DSF et mise à jour progressive du fichier. Cette opération suppose une bonne mécanique de repondération
- codification : éviter recodification des entreprises chaque année
- retenir comme variable importante dans le traitement des DSF la valeur ajoutée pour les industries et le chiffre d'affaire pour le commerce

2) L'enquête de conjoncture dans l'industrie et les services

Elle supplée généralement la source DSF. Elle fournit de plus les indices de valeurs et des indices de prix implicites à la production.

3) Le budget de l'Etat

Il permet d'estimer la production des administrations publiques en services d'administration, d'éducation, de santé.

4) L'indice de prix à la consommation finale

Utiliser pour déflater la consommation finale en valeur à prix d'acquisition et également les prix de base à la production des produits vivriers dans certains cas.

5) Le commerce extérieur

Permet d'évaluer le compte du reste du monde.

6) Les statistiques agricoles.

Utiliser conjointement plusieurs sources (enquête formation des prix, AGRI-STAT, Rapport Economique et Financier) pour estimer la production des produits vivriers. S'agissant de l'agriculture industrielle et d'exportation, il est nécessaire de considérer les hypothèses de filière.

Calendrier de travail

2003, 2004 et 2005 comptes définitifs ; 2006 comptes provisoires

Le calendrier s'étale de septembre 2006 à septembre 2007. Le tableau ci-après présente le chronogramme des activités de comptabilité nationale sous cette période.

Date	2003 année de base	2004 définitif	2005 définitif	2006 provisoire	Commentaires
avant le 8/9/06	Préparation du module				
Du 8 au 19/09	Chargement des sources				
25 et 26/09	Restitution de l'atelier de Bamako à l'équipe de travail de Ydé				Présentation du programme et prise en compte des nouvelles orientations
du 20 au 30/9/06	Préarbitrages				
du 02/10 au 10/10/06	1 ^{ère} décentralisation				L'évaluation de la production (CB)
Du 10 au 15/10	1 ^{ère} Centralisation	Début du traitement des sources			
du 16 au 27/10/06	2 ^{ème} décentralisation				Réalisation des ERE et CB matrice de qui à qui
Du 27/10 au 05/11	2 ^{ème} centralisation	Traitement des sources			
du 06/11 au 15/11/06	3 ^{ème} décentralisation	Id			l'objectif est de réduire les écarts offre et demande de CI
du 16/11 au 30/11/06	Synthèse générale	Traitement des sources			
du 1 ^{er} au	Travaux	Id			report aux niveaux fins,

Date	2003 année de base	2004 définitif	2005 définitif	2006 provisoire	Commentaires
15/12/06	post synthèse				édition des tableaux
Du 18 au 23/12/06		Initialisation de la base et chargement des sources			
du 2/01/07 au 12/1/07		Préarbitrages			
du 13 au 20/1/07		1 ^{ère} décentralisation			
du 21/1 au 26/2/07		1 ^{ère} Centralisation	début du traitement des sources		
Du 27/01 au 7/02		2 ^{ème} décentralisation			
du 8/2 au 15/2/07		2 ^{ème} centralisation	traitement des sources		
du 16/2 au 26/2/07		3 ^{ème} décentralisation	id		option possible : « travaux » sur poste centrale
du 26/2 au 10/3/07		Synthèse générale	id	début du traitement des sources	
Du 11/03 au 25/3/07		Travaux post synthèse	initialisation de la base et chargement des sources	traitement des sources	
Du 02/4 au 12/4/07	du 2/01/07 au 12/1/07		Préarbitrages	id	
Du 13/4 au 20/4/07	du 13 au 20/1/07		1 ^{ère} décentralisation		
du 21 au 26/4/07	du 21/1 au 26/2/07		1 ^{ère} Centralisation	id	
du 27/4/ au 7/5/07	Du 27/01 au 7/02		2 ^{ème} décentralisation		
du 8 au 15/5/07	du 8/2 au 15/2/07		2 ^{ème} centralisation	id	
Du 16 au 26/5/07	du 16/2 au 26/2/07		3 ^{ème} décentralisation		option possible : « travaux » sur poste centrale
du 26/05 au 10/06/07	du 26/2 au 10/3/07		Synthèse générale		
du 11 au 25/06/07	du 11/03 au 25/3/07		Travaux post synthèse		
du 26/06/07 au 30/06/07				Initialisation de la base, chargement des sources	Le compte provisoire se fait avec des nomenclatures réduites
du 01/07/07 au 06/07/07				préarbitrages	
du 07/07/07 au 10/07/07				1 ^{ère} décentralisation	
du 11/07/07 au 17/07/07				1 ^{ère} centralisation	
du 18/07/07 au 20/07/07				2 ^{ème} décentralisation	
du 20/07/07 au 25/07/07				Deuxième centralisation et synthèse générale	
du 25/07/07 au 30/07/07				Tableaux de publication	post synthèse, présentation des comptes « décentralisation » sur poste centrale
Du 01/08 au 30/09	Finalisation des méthodologies, archivage des fichiers, analyse des résultats				

III. Géométrie des comptes

Le champ couvert par les comptes provisoires est le même que celui des comptes définitifs. Les deux grands tableaux de publication sont le TRE à prix courant et à prix constant sous format 44 branches et 44 produits et le TCEI en 5 secteurs de l'économie nationale et le reste du monde.

En plus, des tableaux de synthèse par opération ou par agrégat présentant des évolutions à prix courant et à prix constant, la variation de l'indice de volume et du déflateur. Les plus importants sont :

- le compte de production ;
- la ventilation du PIB par secteur d'activité en ressortant les principales branches et la valeur non marchande
- la production par branche ;
- la valeur ajoutée par branche ;
- les emplois du PIB ;
- la consommation finale ;
- la consommation finale par fonction de consommation ;
- la FBCF ;
- le commerce extérieur

C- GUINEE

Définition de l'étendue des travaux

1. Mobilisation d'un informaticien,
2. Création d'un masque de saisie pour les DSF, les sociétés financières, les administrations publiques, les ISBL (?), création des bases de données pour récupérer les résultats
3. Apurement du fichier des sociétés : vérifier qu'elles existent encore, et leur classement, faire la liste des très grandes, pour les très grandes, voir s'il y a plusieurs produits DE LA NOMENCLATURE DES COMPTES
4. Collecte des DSF 2004 – 2005
5. Estimation des entreprises absentes : individuelle pour les très grandes, méthode statistique pour les petites
6. Saisie des DSF 2004 et 2005, récupération des données 2003 par l'informatique,
7. Contrôle des bases de données
8. **Formation ERETES**, implantation, initialisation des nomenclatures, déclarer l'équipe, répartir les tâches,
9. Consommation finale : EIBEP
10. Informel et autoconsommation : EIBEP, (1 responsable ?)
11. Commerce extérieur : en relation avec le service de l'INS et la banque centrale, données d'import et export de biens, proposition de la FBCF par produit (importé), droit et taxes à l'importation par produits, en relation avec la banque centrale, proposition de traitement de la balance des paiements
12. Administrations publiques, banques et assurance : faire la saisie, contrôler la base qui en résulte, préparation des fichiers de chargement dans la base
13. Traitement des impôts, des subventions et de la TVA : ventilation par produit
14. Etude des marges de commerce : estimation par comparaison entre prix du producteur et IHPC, et étude des marges des commerçants par grande catégorie de produit : alimentaire, autres biens de consommation, produits du BTP, véhicules et pièces, médicaments
15. Traitement des données : préparation des fichiers de chargement, (automatique ?), **appui technique**
16. Préarbitrage, décentralisation, ERE, comptes de branches, et analyse des résultats

Besoins

Appui informatique : 2 homme / mois

Licences Progress : 1 par ordinateur

Ordinateurs : idéal 1 par personne, minimum 1 pour 2, donc demande de 3 à 9 postes

Formation avancée à Excel programme sur mesure :

Formation à ERETES avec le jeu d'essai

Kangaré pour les nouveaux, assuré par les anciens

Missions d'appui : voir rapport Benzarti, Eric Metreau,

17. Définition de l'étendue des travaux de la nouvelle base de Guinée :
 - a. Mobilisation d'un informaticien, achat des licences Progress
 - b. Création d'un masque de saisie pour les DSF, les sociétés financières, les administrations publiques, les ISBL (?), création des bases de données pour

- récupérer les résultats, définition d'une politique de sécurisation des données 1 semaine/homme, échéance fournir le masque et la structure de la base début novembre
- c. Apurement du fichier des sociétés : vérifier qu'elles existent encore, et leur classement, faire la liste des très grandes, pour les très grandes, voir s'il y a plusieurs produits DE LA NOMENCLATURE DES COMPTES : octobre 2006
 - d. Collecte des DSF 2004 – 2005 : octobre 2006
 - e. Saisie des DSF 2004 et 2005, récupération des données 2003 par l'informatique, novembre 2006
 - f. Estimation des entreprises absentes : individuelle pour les très grandes, compléter les données des entreprises qui ne donnent que le registre, (informatique), méthode statistique pour les petites (informatique) novembre 2006
 - g. Contrôle des bases de données 1^{ère} quinzaine de décembre
18. Consommation finale, Informel et autoconsommation des **ménages** : exploitation de l'EIBEP, (1 responsable) préparation de tables de passage aux opérations, aux produits et aux branches, échéance fin décembre
 19. Commerce extérieur : en relation avec le service de l'INS et la banque centrale, données d'import et export de biens, proposition de passage aux emplois de l'ERE (en priorité la FBCF par produit importé), droit et taxes à l'importation par produits, échéance fin décembre
 20. Reste du monde : en relation avec la banque centrale, proposition de traitement de la balance des paiements appui technique échéance fin décembre
 21. Administrations publiques, échéance fin décembre
 22. faire la saisie, contrôler la base qui en résulte,
 23. Traitement des impôts, des subventions et de la TVA : ventilation par produit ou par branche,
 24. Banques et assurance : faire la saisie, contrôler la base qui en résulte, échéance fin décembre
 25. Etude des marges de commerce : estimation par comparaison entre prix du producteur ou prix import + DTI et IHPC, et étude des marges des commerçants par grande catégorie de produit : alimentaire, autres biens de consommation, produits du BTP, véhicules et pièces, médicaments : 1 personne de l'équipe DSF se spécialise en novembre et décembre
 26. Formation ERETES, implantation, (les licences Progress sont disponibles) initialisation des nomenclatures, déclarer l'équipe, répartir les tâches, mission de deux semaines en janvier 2007
 27. Traitement des données : préparation des fichiers de chargement, (automatique ?), appui technique échéance fin mars
 28. Préarbitrage, appui technique avril 2007
 29. Décentralisation, élaboration des ERE, des comptes de branches, et des matrices de qui à qui : appui technique mai 2007
 30. Analyse des résultats : appui technique juin 2007
 31. Deuxième décentralisation : appui technique juillet 2007
 32. Synthèse du TEI et du compte : appui technique août 2007
 33. Présentation du compte de l'année 2003 au séminaire de bilan du projet qui aura lieu en septembre 2007

Besoins
Appui informatique : 2 homme / mois
Licences Progress : 1 par ordinateur
Ordinateurs : idéal 1 par personne, minimum 1 pour 2, donc demande de 3 à 9 postes
Formation avancée à Excel (programme sur mesure) :
Formation à ERETES avec le jeu d'essai
Kangaré pour les nouveaux, assuré par les anciens
Missions d'appui : voir rapport Benzarti, Eric Metreau,
Appui pour obtenir les données des DTI auprès de la douane

D- MALI

Les travaux du groupe Mali ont été axés sur les points suivants :

- ✓ Les grandes étapes à suivre dans les travaux de comptes nationaux au Mali
- ✓ Les méthodes de traitement des sources de données
- ✓ Le calendrier des travaux
- ✓ La définition des nomenclatures d'activités et de produits

2. Eléments disponibles :

- Une série de PIB plus comparables SCN68
- Une série de comptes SCN93 élaborés sous le système ERETES : 1997, 1998 achevés et 1999 non achevés avec comme année de base 1997.
- 4 cadres et 2 cadres maîtrisant l'outil ERETES.

3. Scénario de rattrapage envisagé :

- Sauter les comptes des quatre (4) années de retard (2000, 2001, 2002, 2003)
- Réaliser l'année des comptes de 2004
- Regrouper les nomenclatures de branches et de produits
- Utiliser et traiter les sources de l'année 2004 selon les méthodes décrites dans le Guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux d'AFRISTAT.
- Utiliser un échantillon de grandes entreprises classées selon le CA ou la VA dans l'activité.
- Assurer la réropolation au niveau des comptes des années précédentes en s'appuyant sur l'année 1999.

4. Urgences

- La révision des trois années de comptes des années 1997, 1998, 1999 dans les trois mois avenir.
- Le traitement revue des DSF des grandes entreprises selon la nouvelle nomenclature.
- Traitement des autres sources.
- Chargement des sources dans la base 2004

5. Conditions à remplir

Disposer d'une équipe permanente d'au moins quatre (4) personnes sur les comptes.

Une série de trois missions pour assurer la révision des comptes 1997, 1998, 1999 dans les mois de Octobre, Novembre et décembre 2006 :

- ✓ Une première mission de l'équipe du Mali à AFRISTAT dans le courant du mois d'octobre 2006 pour deux semaines avec les experts d'AFRISTAT sur les comptes de 1997.
- ✓ Une deuxième mission en novembre 2006 sur les comptes de 1998.
- ✓ Une troisième mission sur les comptes de 1999 en décembre 2006.

A partir de janvier 2007, commencer les travaux d'élaboration des comptes de 2004 avec l'appui d'AFRISTAT.

6. Méthodologie de travail

Révision des comptes des années de 1997, 1998, 1999 :

- Revue des ERE et CB
- Revue des matrices « Qui à Qui »
- Synthèse globale de chaque compte.

Elaboration des comptes de l'année 2004 :

- ✓ Arrêter un calendrier de collecte des sources manquantes.
- ✓ Une vérification et validation des traitements déjà effectués sur les sources de l'année 2004.
- ✓ Assurer le traitement des DSF selon les dispositions suivantes :

- Comparaison des fichiers de recensement des entreprises non industrielles 2003 et le fichier des DSF de 2004.
- Attribuer un identifiant à chaque unité
- Utiliser les DSF de 2004 et tirer un échantillon représentatif par branche d'activités.
- Normaliser fichier échantillon.
- Déterminer les variables utiles à l'élaboration des agrégats des comptes nationaux.
- Le fichier échantillon devrait constituer une référence pour les travaux de rattrapage.

6. Les nomenclatures

L'élaboration de cette nouvelle nomenclature a tenu compte de la nature similaire des branches et produits, du poids du produit et de l'effectif en ressource humaine disponible au Mali:

21 branches.

54 produits définis.

7. Calendrier des travaux

*PROJET COMPTES NON DEFINITIFS ET PROVISOIRES
PROGRAMME DE TRAVAIL AU MALI (DNSI)*

Activités à réaliser	Comptes définitifs 2004	
	Période	Personnes ressources
Révision des comptes des années de 1997, 1998, 1999 : <ul style="list-style-type: none"> ○ Revue des ERE et CB ○ Revue des matrices « Qui à Qui » ○ Synthèse globale de chaque compte. 	Octobre Novembre Décembre 2006	Comptables nationaux Mali et experts AFRISTAT
- Réalisation des nomenclatures réduites (activités et produits), tables de passages. - Lancement des travaux sur le traitement des sources de données : <ul style="list-style-type: none"> - mise au point des traitements à appliquer aux sources (grilles tableurs, programmes informatiques...) - traitement des sources de données. Chargement des sources dans la base	Janvier 2007	- Assistance d'AFRISTAT - Comptables nationaux maliens
Transformation de la base avec la nomenclature réduite Mise en cohérence des données sources (Pré arbitrage)	Février 2007	- Assistance d'AFRISTAT - Comptables nationaux maliens
<ul style="list-style-type: none"> - vérification des travaux de pré arbitrage - répartition des tâches (ERE, CB1, secteurs, travaux sur opérations) - décentralisation de la base - formation à l'élaboration des ERE et des CB - formation au traitement des filières - élaboration des ERE et des CB - traitement des filières 	Avril –Mai 2007	- Assistance d'AFRISTAT - Comptables nationaux maliens

<ul style="list-style-type: none"> - centralisation - vérification des ERE et des CB - vérification des travaux sur les filières - vérification des travaux transversaux - Analyse des opérations 	Juin 2007	- Comptables nationaux maliens
Travaux de synthèse Tableau des Echanges Interindustriels (TEI)	<u>Juin 2007</u>	- Assistance d'AFRISTAT - Comptables nationaux maliens
Publication	<u>Juillet 2007</u>	Comptables nationaux maliens

Recommandation

L'exécution du programme de travail établi nécessite une disponibilité totale des comptables nationaux, pour se consacrer exclusivement aux travaux de rattrapage. Ce qui ne sera possible sans l'adhésion de la Direction Nationale de la Statistique au présent programme et son fort engagement pour sa mise en œuvre.

La Direction Nationale de la Statistique devra tout mettre en œuvre afin d'assurer une plus grande motivation des comptables nationaux et un suivi régulier de l'exécution du présent calendrier.

E- MAURITANIE

1. *Éléments disponibles :*

- ✓ Une série de comptes 1992 à 2005, PIB plus comparable,
- ✓ Deux cadres expérimentés sur ERETES et cinq nouvellement recrutés et initiés sur ERETES,
- ✓ Quatre années de comptes courantes 1998, 1999, 2000 et 2001 avec comme années de base 1998, n'intégrant pas les nouvelles modifications intervenues au niveau des statistiques de finances publiques, de la balance du paiement, des statistiques de prix ainsi que celles du commerce extérieur.

2. *Scénario de rattrapage envisagé : saut d'années*

- ✓ Sauter les comptes des trois (3) années de retard (2002, 2003 et 2004),
- ✓ entamer directement les comptes de 2005 avec ERETES,
- ✓ regrouper des branches pour obtenir une nomenclature en 20 au niveau 1 allégeant le travail,
- ✓ Systématiser l'écriture des comptes 2002-2004 dans une présentation voisine de celle du SCN 93 (AFRISTAT, INSEE et DIAL) pour en faire de véritables comptes estimés à partir de la série des « PIBs plus comparables » actuels comprenant des équilibres estimés de branches en volume et en valeurs, un TRE estimé en volume et en valeurs, des comptes estimés des APU et des ménages.

3. *Urgences pour le scénario retenu*

- ✓ Intégrer les modifications des autres secteurs (révisions de la balance des paiements, commerce extérieur, des prix et TOFE) dans les comptes 2001 sous ERETES,
 - Échéances : janvier 2007,
- ✓ Finaliser la collecte de 2005,
- ✓ Démarrer la saisie des comptes de 2005 sous ERETES,
 - Démarrage : Janvier 2007,
 - Échéances : septembre 2007
- ✓ Mise en place d'une équipe coordonnée ONS/MAED (un comptable national et un prévisionniste) qui travaillera sur TABLO et sera chargée du cheminement d'un

¹ Equilibres Ressources-Emplois, Comptes de Branches

modèle (TABLO) qui présentera les comptes des secteurs des APU et des ménages, le TRE et les CI en valeur et en volume. Cette équipe serait accompagnée par INSEE et DIAL. Deux missions (secteur pétrolier, modèle TABLO) sont déjà programmées en octobre 2006 et financées par MAE français.

4. Conditions pour aboutir aux résultats escomptés

- a. Disposer d'une équipe d'au moins quatre (4) comptables nationaux stable,
- b. Une série de quatre (4) missions (AFRISTAT, INSEE) pour accompagner l'équipe :
 - i. Une première mission en janvier 2007 pour valider les comptes corrigés de 2001, former l'équipe sur ERETES et encadrer le démarrage des travaux de 2005,
 - ii. Une mission de formation sur ERETES en mars 2007,
 - iii. Une seconde mission en juin 2007 pour l'état d'avancement des travaux et apporter des corrections éventuelles
 - iv. Une dernière mission pour valider le compte définitif de 2005 en septembre 2007

5. Sources disponibles et exploitables

- o La campagne de collecte auprès des différentes sources (privées et publiques) a été lancée depuis juin 2006 et se poursuit,
- o Les sources déjà pour 2005 :
 - EMEA (Agriculture),
 - DSF,
 - MPEM (Captures et exportations pêche),
 - Commerce extérieur (Douane),
 - Balance des paiements,
 - TOFE,
 - Indice des prix,
 - Situation des crédits,
 - Exécution du BCI
 - Trafic maritime.

6. Les nomenclatures

L'objectif était de mettre en place une nomenclature des branches et des produits adaptée à l'économie mauritanienne.

S'agissant de la nomenclature des branches, 20 branches ont été retenues au niveau 1 au lieu de quarante un (41) :

- Secteur primaire avec quatre (4) au lieu de cinq
- Secondaire, sept (7) au lieu de 23 branches,
- Le tertiaire, sept (7) au lieu de onze (11),
- PISB,
- Correction territoriale

En ce qui concerne les produits, à part l'agriculture, élevage et la pêche (environ une quinzaine de produits), l'intention est de retenir pour les autres branches un produits principale locale, éventuellement un produit principale importé et un produit mixte (de solde).

7. Résultats attendus

- avoir des comptes 2001 définitifs intégrant les nouvelles modifications du commerce extérieur en janvier 2007 (ONS)

- Mission de validation des comptes ERETES de 2001, lancement des travaux de 2005 et de formation sur ERETES, (AFRISTAT, INSEE), janvier 2007,
- avoir des comptes 2005 ERETES nouvelles versions (nomenclature réduite) en septembre 2007 (ONS, AFRISTAT),
- Rattrapage des comptes des années sauter (2002-2004) avec le modèle TABLO en collaboration avec la MAED de février à septembre 2007,
- Systématiser l'écriture des comptes 2002-2004 dans une présentation voisine de celle du SCN 93 (ONS, MAED, AFRISTAT, INSEE et DIAL),
- Synthèse des produits et des branches à prix courants et constants,
- TEI et TRE aux prix courants et constats,
- Matrice de QUI à QUI,
- Comptes des secteurs institutionnels, des APU et des ménages.

8. Chronogramme des activités

Activités	Date de réalisation	Responsable
Avoir des comptes 2001 définitifs intégrant les nouvelles modifications des données du commerce extérieur, impôts sur les produits, indice des prix niveau des ERE.	Janvier 2007	ONS (MAURITANIE)
Finalisation de la collecte des DSF et des autres sources.	Novembre 2006	ONS
Mission de validation des comptes ERETES de 2001, lancement des travaux de 2005 et de formation sur ERETES.	Janvier	AFRISTAT, INSEE, AFRITAC
Mission de formation sur ERETES pour l'équipe des comptables nationaux et état des travaux des d'avancement comptes de 2005.	Mars 2007	AFRISTAT, INSEE, AFRITAC
Systématiser l'écriture des comptes 2002-2004 dans une présentation voisine de celle du SCN 93 à travers le modèle TABLO. <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de l'équipe de coordination, - Cheminement du modèle et formation 	Octobre 2006 à Février 2007	(ONS, MAED, AFRISTAT, INSEE, AFRITAC et DIAL).
	Septembre 2006-09-21	ONS/MAED
	Octobre 2006 à février 2007	ONS/MAED/INSEE/DIAL
Assistance technique pour le traitement des DSF	février	AFRISTAT, INSEE
Mission pour l'état d'avancement des travaux sur les comptes de 2005, apporter des corrections éventuelles et recadrer l'équipe	Juin 2007	AFRISTAT, INSEE et AFRITAC
Mission de validation des comptes de 2005,	septembre 2007	AFRISTAT, INSEE et AFRITAC
Opérationnalisation et adaptation du modèle TABLO aux comptes ERETES allégé	Septembre 2007	ONS/MAED/DIAL/INSEE
Systématiser l'écriture des comptes 2002-2004 dans une présentation voisine de celle du SCN93.	Septembre 2007	ONS, MAED, AFRISTAT, AFRITAC, INSEE et DIAL.

ANNEXE 4 Discours d'ouverture du Directeur Général d'AFRISTAT

**Atelier sur l'élaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires.
Bamako, du 18 au 22 septembre 2006.**

Monsieur le Chef de l'Unité de la Coopération technique internationale à l'INSEE,

Monsieur le Directeur Général Adjoint de l'Institut National de la Statistique du Cameroun,

Mesdames et Messieurs les séminaristes,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec un plaisir renouvelé que je vous souhaite, au nom du personnel d'AFRISTAT et en mon nom propre, la bienvenue à Bamako et particulièrement dans les modestes installations de la Direction générale d'AFRISTAT.

Je voudrais tout spécialement dire merci à Monsieur Alain Tranap, à l'équipe qui l'accompagne, et à Monsieur Blaise Leenardht, d'avoir accepté de se libérer de leurs lourdes tâches parisiennes pour nous assister pendant ces quelques jours.

Si je peux me permettre de le rappeler, en début février 2004, Monsieur Jean-Michel Charpin, Directeur Général de l'Insee, avait bien voulu m'accorder un entretien au cours duquel je lui avais exposé mes soucis en ce qui concerne l'élaboration des comptes nationaux dans les Etats membres d'AFRISTAT. Un échange de réflexions avec ses proches collaborateurs concernés, notamment avec vous M. Tranap, avait suivi cet entretien. Celui-ci avait porté notamment sur la possibilité pour l'Insee d'assister AFRISTAT à aider ses Etats membres à élaborer les comptes rapides tout en poursuivant les efforts déjà déployés pour les implantations du système ERETES. L'objectif fondamental était de poursuivre les travaux de rénovation des comptes nationaux tout en visant à produire leur estimation dans les délais rapprochés et à des intervalles réguliers.

Ce qui semblait irréalisable à l'époque commence à prendre corps grâce à des concours multiples de la France. Je profite de cette occasion, pour remercier, au nom des Etats membres, les services de la Coopération française d'avoir mis à la disposition d'AFRISTAT un financement approprié qui a permis jusqu'à présent à couvrir toutes les charges relatives au projet d'élaboration des comptes non définitifs ou provisoires pour les Etats membres d'AFRISTAT.

Mesdames, Messieurs,

L'objectif du présent atelier est de faire le point sur la situation d'élaboration des comptes dans les pays pilotes du projet, et surtout d'examiner en vue de leur adoption une ou plusieurs méthodes d'élaboration des comptes non définitifs adaptées aux pays selon leurs spécificités propres.

C'est donc une phase très importante de ce projet qui constitue une étape de l'ambition d'AFRISTAT de doter ses Etats membres d'outils efficaces pour disposer régulièrement de comptes nationaux à jour et fiables.

Il ne me revient pas de rappeler aux experts que vous êtes l'importance des comptes nationaux pour la formulation des politiques de développement. Je voudrais cependant attirer votre attention sur ce que les comptes nationaux peuvent apporter au développement de la statistique.

Comme vous le savez l'élaboration des comptes nationaux demande une abondante matière première que sont les données élaborées par d'autres, et même souvent par les comptables nationaux eux-mêmes. Cette situation fait de la comptabilité nationale un domaine structurant par excellence du système statistique national où le comptable national occupe une place de charnière de l'architecture du système. L'appréciation du comptable national des données mises à sa disposition et sa

connaissance du milieu font donc de lui le principal responsable des orientations en ce qui concerne les projets d'améliorations des données collectées.

Raison pour laquelle, avons-nous constaté, le comptable national, dans nos Etats, est souvent sollicité à tous les niveaux de l'activité statistique, qu'il s'agisse de la collecte et de l'utilisation des données en passant par leur traitement. Malgré toutes les servitudes et désagréments que cela entraîne, le comptable national devrait considérer la position qu'il occupe comme un privilège et exercer son métier comme un sacerdoce, parce qu'au bout de la chaîne, il ne rencontrera que joie lorsqu'il découvrira en quoi il a été utile. C'est l'occasion pour moi de relever pour insister sur le rôle central du comptable national. Sans vouloir occulter l'environnement peu encourageant dans lequel il travaille, le comptable national, plus que tout autre cadre du système statistique national, est appelé à plus d'abnégation dans l'accomplissement de ses tâches.

Mesdames, Messieurs,

L'élaboration des comptes non définitifs dont le chantier a été lancé fait partie de ce vaste programme de rénovation des comptes nationaux qu'AFRISTAT a lancé en 2001. Bien que toutes les attentes n'aient pas été atteintes, nous voici face à un surcroît de travail. Mais vous l'avez noté, il s'agit de donner les moyens aux Etats membres de maîtriser par eux-mêmes une base de données macro-économiques saine convenant à l'analyse et à l'évaluation des performances de leurs économies.

Nous invitons vivement les comptables nationaux à endosser cette responsabilité.

Pour notre part, AFRISTAT s'investira au cours des prochaines années à intensifier ses interventions et initiatives pour aider les Etats membres à améliorer leurs travaux de comptabilité nationale. Toutes affaires cessantes, il envisage d'examiner la possibilité de réunir, chaque année et à la même période, les comptables nationaux à l'effet d'évaluer régulièrement les progrès accomplis et de partager les expériences. Par la même occasion, il nous semble important que les comptables nationaux s'ouvrent d'avantage entre eux-mêmes, car nous sommes convaincus que bon nombre de difficultés rencontrées par les uns peuvent trouver réponses auprès des collègues sans coût financier. Il nous revient de mettre en place un moyen de communication convivial pour activer et entretenir de tels échanges.

Nous invitons donc cet atelier à approfondir ces propositions en définissant les conditions d'organisation et les thèmes de discussions possibles d'une réunion annuelle des comptables nationaux des Etats membres ainsi qu'en créant un cadre de débats entre eux.

Mesdames, Messieurs,

Nous avons lancé ce nouveau défi. Si nous ne sommes pas tous comptables nationaux, nous avons tous cependant des connaissances pour juger que les meilleurs comptes nationaux sont ceux qui permettent de prendre des décisions et non ceux qui servent seulement à narrer l'histoire économique des Etats cinq années, voire plus, après leur production. Nous sommes assurément d'accord que la production régulière des comptes non définitifs ouvre de nouvelles perspectives pour nos instituts nationaux de statistique. Comme vous le voyez, il y a bien des espérances et des promesses dans notre projet. Ce m'est une raison de plus de souhaiter bonne chance à notre nouveau chantier.

Sur ce, je voudrais demander à Monsieur Tranap d'être notre fidèle interprète auprès de Monsieur Charpin, Directeur Général de l'Insee ainsi qu'auprès des services de la Coopération française pour nous avoir donné l'occasion encore une fois de mesurer toute l'estime et l'intérêt qu'ils attachent à AFRISTAT. Nous savons qu'ils sont à nos côtés et c'est sans hésitation que nous nous permettrons de les solliciter encore et encore en tant que de besoin.

Mesdames, Messieurs,

Je déclare ouvert le présent séminaire sur l'élaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires.

Je vous remercie.